

# Chapitre 6 – Les politiques de sortie de crise dans les autres pays

**EXTRAIT DU PROGRAMME :** 1. Histoire économique et sociale des principaux pays industrialisés au XXe siècle. Histoire économique des nations européennes et des États-Unis d'Amérique de la Première à la Seconde Guerre mondiale.

## PLAN DU COURS

- I. LES ETATS-UNIS ET LA POLITIQUE DU NEW DEAL**
  - A. LA POLITIQUE DES « 100 JOURS »**
    - 1. DOMAINE BANCAIRE
    - 2. DOMAINE MONETAIRE
    - 3. DOMAINE AGRICOLE
    - 4. DOMAINE INDUSTRIEL
    - 5. DOMAINE SOCIAL
  - B. LES DIFFICULTES ET RELANCE DU NEW DEAL**
    - 1. LES DIFFICULTES
    - 2. LE SECOND NEW DEAL
    - 3. LE DERNIER NEW DEAL
- II. L'ALLEMAGNE ET LE JAPON : LE CHEMINEMENT VERS LA GUERRE**
  - A. L'ALLEMAGNE NAZIE**
    - 1. LA LUTTE CONTRE LA CRISE
    - 2. LES RESULTATS ET CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES
    - 3. L'ECONOMIE DE GUERRE
  - B. LE JAPON**
    - 1. LES PERFORMANCES ECONOMIQUES
    - 2. LE JAPON ET L'EXTERIEUR
    - 3. L'ECONOMIE DE GUERRE
- III. L'URSS**
  - A. LA PLANIFICATION**
    - 1. LES ORGANES DU PLAN
    - 2. LA HIERARCHIE NECESSAIRE ET LES CONSEQUENCES
  - B. LA COLLECTIVISATION**
    - 1. LES STRUCTURES MISES EN PLACE
    - 2. LE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME
    - 3. LES RESULTATS ET CONSEQUENCES

**C. L'INDUSTRIE**

**1. PRINCIPAUX RESULTATS**

**2. CONSEQUENCES HUMAINES ET SOCIALES**

**D. L'ECONOMIE DE GUERRE**

**1. LES EFFETS DE LA GUERRE**

**2. L'ORGANISATION DE L'ECONOMIE DE GUERRE**

## DOCUMENT N°1 : Frances Perkins, Madame New Deal



En ce 22 février 1933, Frances Perkins a rendez-vous avec Franklin Delano Roosevelt. L'homme va prendre ses fonctions de nouveau président des Etats-Unis dans quelques jours : il lui annonce qu'il la nomme ministre du Travail. Un symbole fort : Perkins dira plus tard que le Président savait très bien ce qu'il faisait, qu'il voulait créer un précédent en incluant une femme dans le gouvernement pour la première fois.

### Assurance chômage, revenu minimum...

Perkins n'est pas du genre à se satisfaire des symboles. Si elle devient ministre, c'est pour changer les choses. Elle est venue avec une liste à la main, l'ensemble des réformes qu'elle veut mettre en place. Accrochez-vous : une assurance chômage, un large programme de travaux publics, un salaire minimum, une réduction du temps de travail, la suppression du travail des enfants, de nouvelles règles de protection de la santé au travail et un service public de retraite ! « *Rien de comparable n'a jamais été fait avant aux Etats-Unis. Vous le savez n'est-ce pas ?* », précise Roosevelt. Oui, Frances Perkins le sait. Mais c'est le combat de sa vie. Et elle va le mener au bout.

Fanny Perkins est née le 10 avril 1880 à Boston d'une famille de la classe moyenne. Son père, un commerçant, la pousse à passer son bac, ce qui est rare chez les femmes à l'époque. Bonne élève, on lui impose la physique et la chimie comme cours principaux, mais elle est passionnée par le cours d'histoire économique américaine et les visites d'usines organisées par sa professeure.

Elle commence par enseigner les sciences à Chicago, moment où elle change de prénom, ce sera Frances désormais. Elle n'a pas encore trouvé sa voie. La voilà dans l'associatif à Philadelphie, avant de profiter de l'ouverture de l'université de Columbia aux étudiantes pour passer un master de science politique. Puis retour dans l'associatif, pour l'amélioration des conditions de travail en usine ou pour aider les femmes et les enfants pauvres.

C'est une féministe engagée, elle se bat pour le droit de vote des femmes, prend des positions publiques pour qu'elles aient plus de liberté et conserve son nom de jeune fille après son mariage. Elle se rapproche du Parti démocrate et s'occupe des dossiers liés aux conditions de travail pour Al Smith, le gouverneur de New York. Quand celui-ci se présente aux primaires démocrates pour la présidentielle de 1928, qu'il perdra, elle reste avec son successeur, un certain Franklin Roosevelt. Les deux deviennent vite très proches.

### Ministre du Travail

Quand elle arrive à la tête du ministère en mars 1933, elle trouve une administration corrompue, improductive et raciste. Son premier travail consiste à faire le ménage. Et à bâtir le Bureau of Labor Statistics qui devient vite une source précieuse sur les statistiques du chômage. Dans *People at Work*, publié en 1934, elle affiche clairement sa conviction : les Etats-Unis sont un pays suffisamment riche pour mieux protéger et rémunérer ses travailleurs. A cette fin, il faut commencer par établir des standards uniformes de protection sociale pour éviter une concurrence destructrice par le moins-disant social.

Quand elle arrive au pouvoir, le syndicalisme est au point mort. Perkins va tout faire pour le développer dans les entreprises : en 1945, près de 35 % des salariés américains sont syndiqués. Dans le cadre de sa politique industrielle, le gouvernement demande aux différents secteurs d'établir des sortes de conventions collectives destinées à encadrer les conditions de travail. Celui du textile abolira le premier le travail des enfants, début de victoire pour la ministre. Mais le plus important est à venir. Elle prend la tête d'une Commission sur la sécurité économique qui fournira les bases du fameux Social Security Act d'août 1935 : voilà les Etats-Unis dotés d'un système d'assurance chômage et d'un

début de retraite publique. Suivra une autre loi en 1938 établissant les bases d'un salaire minimum. La révolution sociale du New Deal, c'est elle.

Elle sera de tous les gouvernements Roosevelt. A la mort du président en 1945, il lui faut trouver de quoi vivre, l'essentiel de ses revenus sont consacrés à aider son mari et sa fille malades. Elle part enseigner à l'université et y restera longtemps, même lorsque l'âge rendra sa santé délicate. Le président Kennedy la consulte quelques fois, mais c'est une vieille femme maintenant. Elle meurt le 14 mai 1965.

Dès 1946, elle a publié *The Roosevelt I knew*, premier témoignage sur le *New Deal* dans lequel elle rend en permanence un vibrant hommage à Roosevelt, l'homme et le politique. « *On chérira en lui un symbole d'espoir et de justice sociale longtemps après que sa génération et ses travaux auront cessé d'exister.* » C'est bien ce qui est arrivé. Et c'est grâce à Frances Perkins.

Source : Alternatives économiques, juillet 2020

## DOCUMENT N°2 : Le discours de Franklin Delano Roosevelt à la veille de sa réélection au Madison Square Garden, le 31 octobre 1936

Sénateur Wagner, Gouverneur Lehman, Mesdames et Messieurs,

À la veille de l'élection présidentielle, nous devrions nous arrêter un moment et analyser calmement et sans préjugés le résultat pour notre Nation d'une victoire d'un des grands partis politiques.

Le problème auquel nos électeurs sont confrontés est bien plus profond et bien plus vital que de savoir simplement si telle personne restera ou non le Président des États-Unis. Le problème auquel ils font face va au-delà de la composante humaine et atteint l'humanité elle-même.

En 1932, l'enjeu était de restaurer la démocratie aux États-Unis, et le peuple américain avait la volonté de vaincre. La victoire fut la leur. En 1936, il est désormais question de préserver leur victoire. Une fois de plus, le peuple a la volonté de gagner. Une fois de plus, la victoire sera sienne.

Il y a plus de quatre ans, en acceptant d'être nommé candidat du parti Démocrate à Chicago, j'ai dit : « *Aidez-moi, non pas à gagner l'élection pour moi seul, mais pour que je remporte la croisade pour restituer l'Amérique à son peuple.* » Les bannières de cette croisade volent encore au-dessus des troupes de cette Nation qui avance.

Il est inutile de répéter les détails du programme qui a été forgé durant mon premier mandat sur l'enclume de l'expérience. Aucune mauvaise foi, aucune contorsion statistique ne sauront cacher, brouiller ou estomper ce que nous avons fait. Aucune attaque de la part de nos ennemis sans scrupule ni aucune exagération de la part de nos amis trop empressés ne sauront méprendre le peuple américain.

Quel était notre espoir en 1932 ? Avant tout, les Américains voulaient la paix. Ils voulaient la paix et la tranquillité, pour qu'elle remplace la peur qui les rongait.

Tout d'abord, ils cherchaient à s'échapper de la terreur qui pesait sur eux depuis trois ans. Ils voulaient une paix pour leur maison et leur famille. Une paix qui proviendrait de la sûreté de leur épargne, de la permanence de leur emploi et du profit raisonnable de leurs entreprises.

Mais, ils voulaient aussi une paix pour leur communauté, une paix qui proviendrait de la satisfaction des besoins d'une vie communautaire : des écoles, des aires de jeu, des installations sanitaires, des routes – toutes ces choses qu'on attend d'un gouvernement local solvable. Ils voulaient se soustraire à la désintégration et à la faillite des gouvernements locaux et national.

Ils cherchaient aussi une paix à l'intérieur de leur Nation : une protection de leur monnaie, des salaires plus justes, la fin des horaires de travail interminables, l'abolition du travail des enfants, l'élimination de la spéculation à outrance, la sécurité de leurs enfants contre les kidnappeurs.

Et finalement ils cherchaient la paix avec les autres nations : une paix dans un monde agité et trouble. La Nation sait que je hais la guerre, et je sais qu'elle la hait aussi.

Je dépose devant vous le bilan de mon mandat : c'est un bilan de paix, et qui a préparé la paix future. La paix pour les individus, la paix pour les communautés, la paix pour la Nation et la paix avec le reste du monde.

Aujourd'hui je voudrais faire l'appel, et nommer tous ceux qui sont sur une liste d'honneur, liste sur laquelle sont inscrits les noms de tous ceux qui étaient à nos côtés en 1932 et qui le sont encore aujourd'hui.

Sur cette liste sont écrits des noms des millions de personnes à qui la chance n'a pas souri : des hommes dont le salaire ne suffit pas à nourrir leur famille, des femmes enfermées dans des ateliers de misère, des enfants attelés aux machines à tisser. Sur cette liste sont écrits les noms de ceux qui désespèrent, les noms de ces jeunes hommes et de ces jeunes femmes pour qui l'espoir n'est devenu qu'un feu follet. Sur cette liste sont écrits les noms des paysans dont les terres



ne sont fertiles qu'en amertume, des hommes d'affaires, dont les comptes laissaient présager d'un désastre, des propriétaires menacés d'expulsion dans les maisons qui leur appartenaient, des simples citoyens dont l'épargne était en danger. Sur cette liste sont écrites en grandes lettres les noms de tant d'autres Américains, de tous les partis et de tous les confessions, des Américains qui avaient leurs yeux pour voir et leur cœurs pour comprendre, dont la conscience était accablées car trop de leur compatriotes étaient accablés, et qui regardèrent autour d'eux il y a quatre ans et qui se dirent « Ceci peut être changé. Nous le changerons. »

Nous menons encore cette armée en 1936. Ses soldats étaient à nos côtés en 1932 car ils croyaient. Ils sont toujours à nos côtés en 1936 car ils savent. Et avec eux sont venus des millions de nouvelles recrues, qui sont venues pour savoir. Leur espoir est devenu notre bilan. Nous ne sommes pas arrivés aussi loin sans livrer bataille et je peux vous assurer que nous ne pourrons continuer à avancer qu'en en livrant d'autres.

Pendant douze ans cette Nation était affligé d'un gouvernement qui ne voulait rien entendre, qui ne voulait rien voir et surtout qui voulait ne rien faire. La Nation tournait son regard vers son gouvernement, mais le gouvernement détournait ses yeux. Neuf années passées avec le Veau d'Or et trois années de fléau! Neuf années folles sur les places boursières et trois longues années dans les queues pour le pain. Neuf années de mirage et trois années de désespoir. Ceux aux réseaux puissants s'efforcent aujourd'hui de restaurer un gouvernement dont la doctrine est à l'opposé de ce dont mon gouvernement s'est inspiré.

Pendant presque quatre ans vous avez eu un gouvernement qui, plutôt que de se tourner les pouces, s'est retroussé les manches. Et nous gardons nos manches retroussées.

Nous avons dû lutter contre les vieux ennemis de la paix – le monopole industriel et financier, la spéculation, la banque véreuse, l'antagonisme de classe, l'esprit de clan, le profiteur de guerre.

Ils avaient commencé à considérer le gouvernement des États-Unis comme un simple appendice à leurs affaires privées. Nous savons maintenant qu'il est tout aussi dangereux d'être gouverné par l'argent organisé que par le crime organisé.

Jamais dans toute notre histoire ces forces n'ont été aussi unies contre un candidat qu'elles ne le sont aujourd'hui. Elles sont unanimes dans leur haine pour moi – et leur haine me fait plaisir.

Je peux dire que lors de mon premier mandat ces forces menées par l'égoïsme et la soif du pouvoir ont trouvé un adversaire à leur hauteur. J'aimerais pouvoir dire à l'issue de mon deuxième mandat qu'ils ont trouvé leur maître.

Depuis les quatre années qu'a duré ma présidence, le peuple américain sait qu'il n'y a plus qu'une seule entrée à la Maison blanche – c'est la porte d'entrée principale. Depuis le 4 mars 1933 il n'y a eu qu'un seul passe-partout, que je porte toujours dans ma poche. Il y est encore ce soir. Et tant que je suis Président, il restera dans ma poche.

Ceux qui avaient l'habitude d'avoir des passe-partout ne sont pas heureux. Certains d'entre eux sont même désespérés. Seuls des hommes désespérés, le dos au mur, peuvent descendre en-dessous d'un niveau de citoyenneté décent au point de promouvoir la campagne « feuille de paie » actuelle contre les travailleurs des États-Unis d'Amérique. Seuls les hommes désespérés, sans souci des conséquences de leurs actes, risqueraient de compromettre l'espoir d'une nouvelle paix entre travailleurs et employeurs en utilisant à nouveau la tactique de l'espionnage au travail.

Quel paradoxe étonnant ! Les mêmes employeurs, politiciens et éditorialistes qui parlent aujourd'hui le plus de la lutte des classes et de la destruction du système américain, savent ce même système en tentant de forcer le vote des salariés de ce pays. C'est la version 1936 de la vieille menace de fermer l'usine ou le bureau si tel candidat ne gagne pas. C'est une vieille stratégie des tyrans pour bercer d'illusions leurs victimes en les faisant combattre pour leur propre cause. Un message dans une feuille de paie, même si c'est la vérité, c'est exiger de voter selon la volonté de l'employeur. Mais cette propagande est pire que cela, c'est une tromperie.

Ils disent au travailleur que son salaire sera réduit par une contribution à une vague forme d'assurance-vieillesse. Ils lui ont soigneusement caché le fait que pour chaque dollar de prime qu'il paie pour cette assurance, l'employeur paie un dollar. Cette omission est une tromperie.

Ils lui ont soigneusement caché le fait qu'en vertu du droit fédéral, il reçoit une autre assurance chômage pour l'aider s'il perd son emploi, et que la prime de cette assurance est payée à 100% par l'employeur, et pas un centime par le travailleur. Ils ne lui disent pas que cette assurance lui est beaucoup plus favorable que toute autre assurance privée. Cette omission est une tromperie.

Ils lui laissent entendre qu'il paie tous les coûts pour les deux assurances. Ils lui ont soigneusement caché le fait que pour chaque dollar investi par lui, son employeur contribue pour trois dollars. Trois pour un. Et cette omission est une tromperie.

Mais ils sont coupables de plus que de tromperie. Quand ils insinuent que les réserves ainsi créées par ces deux programmes seront volées par un futur Congrès, détournées vers un but totalement étranger, ils attaquent l'intégrité et l'honneur du gouvernement américain lui-même. Ceux qui suggèrent cela sont étrangers à l'esprit de la démocratie américaine. Qu'ils émigrent donc et tentent leur chance sous un quelconque pavillon étranger sous lequel ils se sentiront plus en confiance !

Le caractère frauduleux de cette tentative est clairement démontré par le procès-verbal des votes de la Loi sur la Sécurité sociale. En plus d'une majorité écrasante de Démocrates dans les deux Chambres, 77 Représentants Républicains ont voté pour elle et seulement 18 contre, et 15 Sénateurs Républicains ont voté pour elle et seulement 5 contre. Que fera cette campagne de dernière minute de la direction du Parti Républicain de ces Représentants et Sénateurs Républicains qui ont contribué à promulguer cette loi?

Je suis sûr que la grande majorité des hommes d'affaires respectueux des lois, qui ne prennent pas part à cette propagande, comprennent pleinement l'ampleur de la menace que cette campagne fait courir aux entreprises honnêtes.

J'ai exprimé mon indignation par rapport à cette forme de campagne et je suis persuadé que l'écrasante majorité des employeurs, des travailleurs et du grand public partage cette indignation, et la démontrera dans les urnes mardi prochain.

À part cet aspect, je préférerais me souvenir de cette campagne non pas comme acerbe, mais seulement comme une campagne âprement disputée. Il ne devrait y avoir aucune amertume ou haine quand la seule pensée est le bien-être des États-Unis d'Amérique. Aucun homme ne peut occuper le poste de Président sans se rendre compte qu'il est le Président de chaque citoyen.

C'est parce que j'ai cherché à penser en terme de Nation tout entière que je suis convaincu qu'aujourd'hui comme il y a quatre ans, les gens veulent plus que des promesses.

Notre vision de l'avenir contient plus que des promesses.

Ceci est notre réponse à ceux qui, ne disant rien de leurs propres plans, nous demandent de définir nos objectifs.

Bien sûr, nous continuerons à chercher à améliorer les conditions de travail pour les travailleurs d'Amérique, à réduire les excès d'heures supplémentaires, à augmenter les salaires de misère, à mettre fin au travail des enfants, à supprimer les ateliers clandestins. Bien sûr, nous allons poursuivre tous nos efforts pour mettre fin aux cartels, pour promouvoir la négociation collective, pour arrêter la concurrence déloyale, pour abolir les pratiques commerciales malhonnêtes. Le combat pour tout cela ne fait que commencer.

Bien sûr, nous continuerons à travailler pour que l'électricité soit moins chère dans les maisons et les fermes des États-Unis, pour que le transport soit meilleur et moins cher, pour les taux d'intérêt bas, pour le financement de logements plus sains, pour un meilleur système bancaire, pour la réglementation des questions de sécurité, pour les échanges réciproques entre les nations, pour la suppression des bidonvilles. Le combat pour tout cela ne fait que commencer.

Bien sûr, nous allons poursuivre nos efforts en faveur des agriculteurs d'Amérique. En collaboration avec eux, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à l'accumulation d'énormes surplus qui impliquent des prix de vente ruineux pour leurs récoltes. Nous allons continuer nos actions couronnées de succès pour une meilleure utilisation des terres, pour le reboisement, pour la protection de l'eau depuis sa source jusqu'à la mer, pour le contrôle des sécheresses et des inondations, pour de meilleurs moyens de commercialisation des produits agricoles, pour une forte réduction des métairies [NdT : i.e. Pour qu'une plus grande proportion de fermiers possèdent leurs terres au lieu

de les louer], pour l'encouragement des coopératives agricoles, l'assurance-récolte et pour un approvisionnement alimentaire stable. Le combat pour tout cela ne fait que commencer.

Bien sûr, nous allons fournir un travail utile pour les chômeurs démunis, car nous préférons un travail utile au paupérisme de l'assurance chômage.

Ici et maintenant, je veux me faire comprendre clairement de ceux qui dénigrent leurs concitoyens bénéficiaires de programmes d'aide. Ils disent que ceux qui bénéficient de ces programmes ne sont pas seulement sans emploi, mais qu'ils sont sans valeur. Leur solution pour le problème de l'aide est de supprimer les aides, et de purger les listes par la famine. Pour utiliser le langage d'un courtier en bourse, nous devrions nous occuper de nos chômeurs démunis « quand, selon et si » une bonne fée apparaissait. [NdT : référence à un terme juridique et financier « quand, selon et si » utilisé aux États-Unis].

Vous et moi, nous allons continuer à refuser d'accepter ce jugement de valeur de nos compatriotes au chômage. Votre gouvernement est toujours sur le même côté de la rue, avec le Bon Samaritain, et non pas avec ceux qui passent par l'autre côté.

Encore une fois, quels sont nos objectifs?

Bien sûr, nous allons poursuivre nos efforts pour les jeunes hommes et femmes afin qu'ils puissent avoir accès à une éducation et une occasion de s'en servir. Bien sûr, nous allons continuer notre aide pour les infirmes, les aveugles, les mères, notre assurance pour les chômeurs, notre garantie pour les personnes âgées. Bien sûr, nous allons continuer à protéger le consommateur contre les augmentations de prix injustifiées, contre les coûts rajoutés par le monopole et la spéculation. Nous allons poursuivre nos efforts couronnés de succès pour augmenter son pouvoir d'achat et pour le maintenir constant.

Pour tout ceci, et aussi pour une multitude d'autres choses, notre combat ne fait que commencer.

Tout cela, tous ces objectifs signifient la paix chez nous. Toutes nos actions, tous nos idéaux, signifient aussi la paix avec les autres nations.

Aujourd'hui, il y a la guerre, et des rumeurs de guerre. Nous n'en voulons pas. Mais tandis que nous surveillons nos côtes contre les menaces de guerre, nous voulons continuer à éliminer les causes des troubles et de l'antagonisme chez nous, qui pourraient rendre notre peuple plus facilement victime de ceux pour qui la guerre est rentable. Vous savez bien que ceux qui s'apprêtent à profiter de la guerre ne sont pas de notre côté dans cette campagne.

“Paix sur terre aux hommes de bonne volonté” : la démocratie doit s'accrocher à ce message. Car c'est ma conviction profonde que la démocratie ne peut vivre sans une vraie religion qui donne à une Nation un sentiment de justice et de but moral. Au-dessus de nos instances politiques, au-dessus de nos places de marché se trouvent les autels de notre foi – autels où brûle le feu du dévouement qui maintient ce qui est le meilleur en nous et ce qui est le meilleur dans notre Nation.

Nous avons besoin de ce dévouement aujourd'hui. C'est grâce à lui qu'il est possible au gouvernement de convaincre ceux qui sont mentalement prêts à se battre entre eux de continuer, de travailler et de se sacrifier pour l'autre. C'est pourquoi nous avons besoin de dire avec le Prophète: « Qu'est-ce que l'Éternel demande de toi, sinon de faire ce qui est droit, d'aimer la miséricorde et de marcher dans l'humilité avec ton Dieu ? » C'est pourquoi la reprise que nous recherchons, la reprise où nous serons gagnants, est plus qu'économique.

On y trouve notamment la justice, l'amour et l'humilité, non pas pour nous-mêmes en tant qu'individus, mais pour notre Nation.

C'est la voie de la paix.